



PROGRAMME

" Le Règlement d'Arbitrage 2012 de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) "

Alger, 26 Mars 2013

**Chambre Algérienne du Commerce et d'Industrie
6, boulevard Amilcar Cabral 16000 Alger**

Organisé par



Avec le soutien de la CACI





8.00-9.00 Inscription & accueil avec café de bienvenue

9.00-9.30 **Allocution d'ouverture**

Tewfik Gherji, Président de ICC Algérie

Mohamed Chami, Directeur Général de la CACI; Secrétaire Général de ICC Algérie

Mohamed Chemloul, Avocat; Vice-Président, Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI

Sami Houerbi, Directeur pour la Méditerranée, l'Afrique et le Moyen-Orient, Services de Règlement des Différends de la CCI

9.30-9.45 **Introduction**

Andrea Carlevaris, Secrétaire Général, Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI

9.45-10.15 **Les dispositions générales et le tribunal arbitral**

Raed Fathallah, Avocat, Bredin Prat, Paris

Nasreddine Lezzar, Avocat, Alger ; Membre de la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI

Cette première partie portera sur les dispositions préliminaires du Règlement d'arbitrage de la CCI et s'interrogera particulièrement sur les modifications qui lui ont été apportées afin de préciser les rôles respectifs de la Cour, de son Secrétariat et des tribunaux arbitraux. Elle démontrera également que l'arbitrage CCI est valable pour une large gamme de différends, y compris ceux relevant de l'arbitrage commercial et ceux découlant des traités de protection des investissements. Pour ce faire, elle présentera l'ensemble des modifications visant à reconnaître les spécificités des arbitrages découlant des traités de protection des investissements ainsi que de ceux impliquant des États ou des entités publiques. Par ailleurs, les articles 4 et 5 concernant la Demande d'arbitrage et la Réponse à la demande étant les principales dispositions du Règlement puisqu'ils établissent la première étape de l'arbitrage, cette session portera sur les révisions apportées à ces articles et expliquera les exigences auxquelles les parties devront répondre lors du dépôt de la Demande et de la Réponse à la demande. Enfin, la session s'interrogera sur les modifications du Règlement relatives à la question de la confidentialité, et notamment celles autorisant explicitement des ordonnances de confidentialité créées sur mesure et au cas par cas.

Comme le dit si bien l'adage : «Tant vaut l'arbitre, tant vaut l'arbitrage». C'est pour cette raison que les dispositions relatives à la constitution du tribunal arbitral sont l'essence de tout règlement d'arbitrage. Cette session portera donc sur les révisions apportées à ces dispositions, y compris la nomination des arbitres par la Cour (article 13), l'obligation d'impartialité et d'indépendance des arbitres (articles 11 et 14) et la notification des motifs de décisions de la Cour concernant la récusation, la non-confirmation et le remplacement des arbitres.

10.15 – 10.30 Débat

Modérateur: **Ali Haroun**, Avocat, Alger, Vice-Président de ICC Algérie



10.30-11.15

Maîtrise de la durée et du coût de l'arbitrage

Sami Huerbi

Farid Ben Belkacem, Avocat, Alger

L'un des principaux objectifs de la révision du Règlement consistait à encourager la maîtrise de la durée et du coût de l'arbitrage. Cet effort a été particulièrement demandé par les entreprises ayant recours à l'arbitrage CCI. Cette session présentera les révisions permettant au Secrétariat d'accélérer la phase de constitution du tribunal arbitral (article 6 (3)) et d'écourter le processus aboutissant à la soumission des projets de sentences (articles 27 et 31). Il sera aussi question des nouveaux articles, destinés aux parties et au tribunal arbitral, visant à conduire la procédure arbitrale de manière efficace en termes de durée et de coûts (articles 22 à 24, Appendice V, article 36).

11.15-11.30

Débat

Modératrice: **Wassila Mouzai**, Commissaire aux comptes, Alger; Membre de la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI

11.30-12.00

L'arbitre d'urgence

Nadia Darwazeh, Avocat, Curtis Mallet-Prevost Colt & Mosle LLP, Paris

Le cas échéant, le Règlement d'Arbitrage 2012 de la CCI permet aux parties de demander la nomination d'un arbitre d'urgence pour se prononcer sur les mesures provisoires ou conservatoires d'urgence, sans attendre la constitution du tribunal arbitral. Cette session présentera les modifications apportées sur ce point, ainsi que le tout nouvel Appendice qui pose les règles relatives à la procédure de l'arbitre d'urgence (article 29 et Appendice).

12.00-12.15

Débat

Modérateur: **Nouredine Benamara**, Avocat, Enseignant universitaire, Alger

12.15-13.30

Déjeuner

13.30-14.00

L'arbitrage multipartite, pluralité des contrats et jonction d'arbitrage

Andrea Carlevaris

Mohamed Chemloul

Ces dix dernières années, la Cour a connu une augmentation considérable du nombre des affaires impliquant des parties ou des contrats multiples, ce qui reflète la complexité croissante des transactions sur lesquelles reposent les différends réglés par des arbitrages CCI. Le Règlement d'Arbitrage 2012 de la CCI contient, pour la première fois, un chapitre consacré aux arbitrages impliquant des parties ou des contrats multiples et jonction d'arbitrages. Cette session présentera ces nouveaux articles ainsi que l'ensemble des dispositions concernant la fixation des avances sur les coûts dans de telles situations (articles 7, 8, 9, 10 et 36). L'accent sera porté sur l'aspect pratique et les conséquences concrètes attendues de ces nouvelles dispositions.



14.00-14.15

Débat

Modératrice: **Salima Filali Benhacine**, Avocat, Alger ; Membre du bureau de ICC Algérie

14.15-15.15

Arbitrage CCI & Arbitrage CACI : Approche comparative

Andrea Carlevaris

Sami Houerbi

Ali Haroun

Farid Ben Belkacem

Cette session permettra aux participants d'avoir un aperçu des grandes lignes de la procédure d'arbitrage de la CCI, de la requête d'arbitrage jusqu'au rendement de la sentence ainsi qu'une vision comparative avec l'arbitrage de la CACI

Modérateur : **Hassan Yacine**, Avocat, Alger

15.15- 15.30

Clôture